

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 27/01/2023

34, rue Jules LEGRAND
56 100 LORIENT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



Etablissement Public Territorial Bassin Vilaine (EPTB)

Boulevard de Bretagne
BP 11
56130 LA ROCHE BERNARD

Références : LH/PD/E/2023-30

Code AIOT : 0005501680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement Etablissement Public Territorial Bassin Vilaine (EPTB) implanté Le Drézet 56130 FEREL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le thème de l'inspection a porté sur la vérification de certaines prescriptions applicables au stockage et à l'emploi du chlore.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Etablissement Public Territorial Bassin Vilaine (EPTB)
- Le Drézet 56130 FEREL
- Code AIOT : 0005501680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Établissement Public Territorial de Bassin Vilaine (EPTB Vilaine) produit et distribue de l'eau potable à partir de la prise d'eau du Drézet dans la Vilaine, à hauteur de 90 000 m³/j, sur la commune de FEREL.

L'EPTB Vilaine bénéficie d'un arrêté préfectoral du 18 janvier 1994 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de l'usine de production d'eau potable avec l'emploi et le stockage de chlore. Par

arrêté préfectoral complémentaire du 5 septembre 1996, un POI a été prescrit puis par arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 1998, la réduction de la capacité du dépôt de chlore a été actée à 9,49 t.

Cette usine permet d'alimenter en eau potable une vaste région dont le périmètre s'étend de la région de Vannes à La Baule et Saint-Nazaire, en passant par Redon jusqu'à Rennes.

Considérant l'activité principale de prélèvement dans la Vilaine pour la production d'eau potable, exercée par EPTB Vilaine dans son usine du Drézet à FEREL, l'établissement relève à titre principal de la nomenclature IOTA (eau) sous la rubrique 1.2.1.0 en Autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockage et à l'emploi du chlore

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-16°	/	Sans objet
6	Stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-20°	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 22/12/1998, article 1er	/	Sans objet
2	Stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-4°	/	Sans objet
3	Stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-6°	/	Sans objet
4	Stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-12°	/	Sans objet
7	stockage et emploi de chlore	Arrêté Préfectoral du 05/09/1996, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats ont été faits portant notamment sur le mauvais état du dispositif indiquant la direction du vent, la mise à jour du POI ainsi que sur la nature des liaisons entre les récipients de chlore et l'installation de distribution.

Ces constats sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet, selon les éléments de réponse complémentaires que l'exploitant apportera.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1998, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Quantité stockée de chlore (rubrique 4710)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation = 9,49 tonnes
Constats : Le local abritant le stockage de chlore liquéfié comporte 9 tanks de 1 tonne de chlore chacun et 10 bouteilles de 49 kg de chlore soit 9,49 tonnes au total.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-4°
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes d'isolement automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Parallèlement, chaque réservoir mobile de chlore liquéfié sera équipé d'une vanne d'isolement automatique asservie au détecteur de chlore exigé au paragraphe 12° ci-dessous
Constats : Chacun des 2 tanks reliés à l'installation de distribution de chlore pour la potabilisation de l'eau est équipé d'une vanne d'isolement asservie à la détection chlore.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-6°
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité local chlore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : le dépôt sera installé dans un bâtiment clos, construit en matériaux résistants, coupe-feu de degré 2 heures et dont les ouvertures seront munies d'un dispositif d'étanchéité. Ces ouvertures devront être maintenues fermées en service normal.
Constats : L'étanchéité a été améliorée au niveau de la porte d'accès pour les tanks avec la pose de bavettes souples au niveau du passage du rail au plafond pour le palan de transport des tanks.
Observations : L'exploitant a informé l'inspection du renforcement de la sécurisation du dépôt de chlore prévu en 2023 avec le remplacement des portes d'accès au dépôt, lui-même situé au sein du site clôturé et surveillé. Dans ce cadre, l'étanchéité du local sera également renforcée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-12°
Thème(s) : Risques accidentels, Détection chlore et groupe électrogène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bâtiment contenant le dépôt de chlore devra être muni d'un système de détection de chlore. En cas de fuite, le système de détection devra faire fonctionner automatiquement une alarme.... En cas de coupure de courant, un groupe électrogène devra permettre d'assurer l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité.
Constats : Le local est équipé d'un détecteur de chlore à cellule électro-chimique, placé en partie basse du local en raison de la densité de 2,49 du chlore par rapport à l'air. En cas de détection à 2 ppm, la chaîne de sécurité déclenche une alarme sonore au niveau du local et un report à la supervision de l'installation et téléphone d'astreinte. L'arrêt de l'injection pour la distribution du chlore, la fermeture de la vanne de chaque tank relié (2) et la mise en route de la neutralisation (tour avec lessive de soude) sont asservis à la détection chlore au-delà de 4 ppm. Un groupe électrogène est en place en cas de coupure d'électricité.
Observations : Par courrier du 24 mars 2020 en réponse à l'inspection du 7 novembre 2019, l'exploitant indiquait qu'en cas de capteurs de chlore notés en défaut, en alarme ou si une fuite avait eu lieu avec sollicitation des capteurs, un contrôle sera réalisé par le fournisseur dans la quinzaine. L'inspection invite l'exploitant à préciser les mesures mises en place dans l'intervalle de la quinzaine pour garantir le maintien opérationnel de la chaîne de sécurité (détection/alarme puis asservissements associés) en cas de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-16°
Thème(s) : Risques accidentels, Liaisons entre récipients et entre récipients et installation d'utilisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces liaisons entre les récipients et entre les récipients et l'installation d'utilisation devront comporter des parties déformables du fait de leur nature (cuive, alliages convenables, etc.) ou de leur dessin (lyre, cor de chasse, etc.). Ces liaisons devront avoir subi une pression d'épreuve au moins égale à celle des récipients. L'utilisation de tuyaux flexibles est interdite.
Constats : Les canalisations de distribution du chlore vers l'installation de potabilisation de l'eau, reliant le chlorateur de sécurité sous vide fixé sur chacun des 2 tanks en exploitation, sont en matériaux polymères avec une certaine flexibilité, leur pression d'épreuve n'étant pas déterminée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/1994, article 3-A-20°
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif indiquant la direction du vent
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un dispositif indiquant la direction du vent devra être installé. Ce dispositif devra être maintenu en parfait état de fonctionnement en toutes circonstances.
Constats : Le mauvais état et la couleur délavée du drapeau situé sur le toit du local compromettent sa capacité à s'orienter en fonction du vent et sa visibilité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : stockage et emploi de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1996, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant de la centrale de production d'eau potable située au lieu-dit « Drézet » à FEREL est tenu d'établir dans un délai de 6 mois, un plan d'opération interne (POI) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'Inspection des installations classées. Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.
Constats : L'inspection invite l'exploitant à mettre à jour le POI notamment pour intégrer les travaux de modernisation réalisés ces dernières années au sein de l'établissement ainsi que l'arrêt de production de dioxyde de chlore. A cet égard, le panneau « fabrication ClO2 » sur la porte du local antérieurement utilisé est à retirer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet